



## Motion contre le Projet local d'évaluation à présenter au CA

Les représentant-es des enseignant-es du lycée tiennent à manifester leur refus de cautionner tout projet local d'évaluation.

En effet, profitant de la crise sanitaire et de la si prévisible impossibilité d'organiser les E3C, le ministre a décidé cet été d'augmenter à 40% la part de contrôle continu dans le calcul des résultats du baccalauréat. Et, après l'avoir ainsi démantelé en le dépouillant de la plupart de ses épreuves finales, nationales et anonymes, le ministère nous demande en ce début d'année scolaire de formaliser et de valider en interne le contrôle continu, afin d'entériner l'instauration d'un baccalauréat strictement local que nous avons toujours dénoncé et que nous continuons à dénoncer !

D'une part, nous nous opposons à cette déréglementation sans frein qui mène à l'instauration d'un baccalauréat maison, avec une évaluation maison nécessairement inéquitable et inscrite dans une logique de concurrence entre établissements. Quels que soient les efforts faits dans chaque lycée, aucun Plan local d'évaluation ne permettra de garantir l'égalité de traitement de nos élèves, notamment avec les élèves des autres établissements.

D'autre part, nous refusons que notre travail soit artificiellement encadré en interne. Aucun Projet local d'évaluation ne saurait être opposable à la liberté pédagogique des enseignant-es, dont l'évaluation relève : chaque enseignant-e est seul-e capable de construire l'évaluation la plus adaptée à sa classe en fonction du niveau de ses élèves, de sa progression, du contexte et des différentes contraintes, et doit pouvoir le faire à l'abri de toute pression.

Enfin, nous ne voulons pas être contraint-es de renoncer à notre mission d'enseignement à cause des multiples pressions engendrées par le contrôle continu, aussi bien de la part de la hiérarchie que des familles ou des élèves angoissé-es. Les préconisations pour le contrôle continu soumettent en effet les élèves à une tension permanente peu propice aux apprentissages et réduisent les enseignant-es à devenir des machines à noter, ce qui les empêche d'exercer leur rôle de transmetteurs de savoir en dénaturant complètement la relation pédagogique, et c'est pourquoi nous les rejetons.

Nous exigeons donc le rétablissement du bac national avec des épreuves terminales et anonymes, seules garantes de la validité du diplôme de nos élèves et d'une égalité de traitement entre elles et eux. Nous exigeons aussi la suppression de la sélection à l'entrée de l'université, qui doit être accessible à tout-e lauréat-e du baccalauréat, dont le statut de premier grade universitaire doit être préservé. Ce sont les seules façons de garantir l'égalité d'instruction et d'évaluation pour nos élèves si mal traités depuis le début des réformes Blanquer.